Transport urbain : Agadir attend son plan de déplacement

Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 11-05-2009 01:55:12

· Une cinquantaine de bus seulement

· Dettes de la Régie: 106 millions de DH

Capitale du deuxième pôle économique du Royaume, près de 400.000 habitants, la commune urbaine d'Agadir n'a pas véritablement le transport urbain qu'elle mérite aujourd'hui. Une cinquantaine d'autobus à peine sillonnent un territoire en perpétuelle expansion où la Ratag, (Régie autonome de transport urbain d'Agadir) peine à répondre aux besoins en mobilité de la population de la commune. Il faut dire que les moyens de cette entreprise sont limités en dépit de l'opération de restructuration dont elle a fait l'objet depuis 1999. Soulignons également que le transport scolaire et universitaire, pour lequel 12 autobus sont alloués, grève quotidiennement sa trésorerie, De fait, ce volet engendre près de 12 millions de DH de déficit annuel pour la Ratag.

L'an dernier, lors de l'établissement de son plan d'assainissement, les dettes de l'entreprise ont été estimées à 106 millions de DH. Pour éponger ces arriérés, toutes les communes du Grand Agadir se sont engagées à mettre la main à la poche sur la base d'un échéancier de cinq ans. La commune urbaine d'Agadir devrait dans ce cadre apporter une somme totale de 25 millions de DH. Seront mises à contribution également, les communes urbaines d'Inezgane, de Dcheira Jihadia et d'Aït Melloul. Au total, l'ensemble des communes urbaines du Grand Agadir verseront, sur le délai fixé, une enveloppe de près de 40 millions de DH. Selon une source proche du dossier, le ministère de l'Intérieur apportera, pour sa part, un montant de 13,87 millions de DH. Par ailleurs, dans le cadre de cette opération d'assainissement financier, le ministère des Finances consent à annuler une partie de la dette fiscale qui a atteint un total de 50,52 millions de DH. Ce qui en restera sera réglé par le ministère de l'Intérieur, précise la source.

Sélectionner un gestionnaire

Parallèlement à cette démarche, la wilaya de Souss-Massa-Draâ a lancé, au premier trimestre 2008 pour le compte des communes du Grand Agadir, un appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour la sélection d'un gestionnaire délégué pour assurer dans la zone le service public de transport urbain de personnes par autobus. Une opération qui a fait suite à une étude confiée à BMCE Capital Conseil pour un montant de 3 millions de DH, financé par le ministère de l'Intérieur. Dans le détail, le travail a consisté à préparer l'appel à manifestation d'intérêt. Il s'agissait aussi de confectionner le mémorandum d'information, assurer et organiser la relation entre les opérateurs et la wilaya, ainsi que d'établir les documents de l'appel d'offres. Pour rappel, ce dernier a été lancé en octobre 2008. Suite à cela, quatre sociétés de renom international ont retiré les documents d'appel d'offres. Il s'agit de Alsa, Autasa, Keolis et Veolia. Après report de la date limite de remise des offres, seule Alsa s'est portée candidate au 30 avril dernier, indique-t-on du côté de la wilaya. Contexte économique difficile à l'origine du faible engouement? Les raisons pour lesquelles les autres potentiels candidats ne se sont plus manifestés n'ont pas été communiquées. Pour l'heure, ce qui est au programme est bien sûr l'examen de l'offre avant que des discussions soient entamées avec l'opérateur.

En attendant, à la commune urbaine d'Agadir, il s'agit de préparer l'étude du plan de déplacement urbain (PDU). A noter que cette démarche a été précédée par l'élaboration des termes de références de l'étude. Un travail qui a coûté trois millions de DH. L'enveloppe a été financée à hauteur de 10% par la commune. Le reste a été pris en charge par la ville de Nantes et par le PAD.

Pour sa part, l'étude PDU nécessitera une enveloppe de 10 millions de DH pour sa réalisation. Selon les responsables du dossier, 50% de ce budget sera financé par le ministère de l'Intérieur. Le reste est à la charge des communes partenaires. Dans le détail, la ville d'Agadir contribuera à hauteur de 3 millions de DH. Pour l'heure, il s'agit de mobiliser les fonds avant de lancer l'appel d'offres pour la sélection de l'entreprise qui réalisera l'étude PDU. Selon des sources proches du dossier, le PDU devrait être bouclé d'ici 18 mois. Difficile de savoir, pour le moment, si d'ici là, le transport urbain sera confié à un gestionnaire délégué. En attendant, les citoyens devront prendre leur mal en patience et faire avec la Ratag.

Malika ALAMI
L'économiste